

7ème session du Conseil citoyen – Compte-rendu



***Institut de Communication et des Médias d'Echirolles
jeudi 21 octobre 2010***

Débat thématique : l'Afrique a t-elle besoin de nous ?

Intervenant : Thomas Borrel – association Survie

I. Actualité parlementaire

A. Présentation de Michel Issindou

La réforme des retraites

Le texte a fortement mobilisé l'opposition à l'Assemblée avec 2 nuits blanches de discussion et une interruption décidée par le président de l'Assemblée qui n'a pas laissé les intervenants de l'opposition bénéficier du temps de parole qui leur est normalement dévolu par le règlement. En effet, à la différence du Sénat, le temps du débat est programmé à l'Assemblée. 20 heures ont été laissées à l'opposition pour s'exprimer. Chaque député avait en sus un droit individuel à l'expression de 5 mns pour exprimer un point de vue personnel sur le texte. C'est ce droit qui n'a pas été respecté. Une preuve supplémentaire que la réforme de la constitution n'a pas revalorisé les droits du parlement.

Le ministre Woerth, empêtré dans les scandales que l'on connaît, est apparu fatigué et est allé jusqu'à traiter un parlementaire de "collabo", à l'issue d'une nuit de débat éprouvante.

S'agissant du mouvement social, la mobilisation de la rue ne décroît pas. La réforme est jugée injuste et inefficace par de nombreux français qui sont aussi désireux de protester plus largement contre la politique économique et sociale du gouvernement. Les socialistes ont déploré et fermement condamné les actions des casseurs qui discréditent le mouvement social.

Perspectives : la loi sera malheureusement votée et il ne restera qu'à attendre 2012 pour déconstruire ce qui a été mis en place par le présent gouvernement. Les ministres sont démobilisés en raison du remaniement à venir. Le président continue de diriger de l'Elysée avec son cabinet et ses conseillers.

Le PLFSS 2011

Le volet retraite est traité dans le cadre de la loi précitée. S'agissant de la santé, le gouvernement agit également avec l'idée de ne pas augmenter les prélèvements, ce qui interdit de combler les déficits. Il n'existe pas hélas de solution miraculeuse pour équilibrer les comptes. Il faudrait une croissance du PIB à 3 – 4 % pour résorber naturellement les déficits et la dette. Si cette condition n'est pas remplie, il faudra passer par l'impôt.

Pour l'heure le gouvernement a fait le choix de la politique de l'autruche en repoussant l'amortissement de la dette sociale à 2025 par le vote d'un projet de loi spécifique. Résultat il y aura 130 Mds d'Euros de dette sociale à l'horizon 2018.

Le gouvernement préfère la réduction de la dépense publique à l'impôt et avance l'argument qu'une part trop importante du PIB (30%) est consacrée à la protection sociale. Il oublie de mentionner que ce système de protection a un caractère redistributif et solidaire.

Le projet de loi Besson sur l'immigration

A consisté en un durcissement de la législation sur l'asile et l'immigration. Pour le détail des mesures voir le diaporama "7eme session - actualité parlementaire" figurant sur la page <http://issindou.unblog.fr/conseil-citoyen/>

Sur ce sujet difficile, traiter dignement les personnes est la première priorité mais il n'est pas toujours facile de trouver des solutions pour y parvenir. Les collectivités sont confrontées en première ligne à cette difficulté. L'exemple de l'évacuation du camp Rom de Saint-Martin-d'Hères

en septembre 2010 en fournit une illustration.

Les textes à venir

L'automne est la saison du débat sur les finances. Le PLF 2011 sera caractérisé par le rabotage des niches fiscales devant permettre au gouvernement de dégager de nouvelles ressources qui seront de toutes façons insuffisantes face aux besoins sociaux qui se font jour.

B. Echange avec les membres du conseil

Jean Puygrenier – Contrairement à ce qu'affirme Nicolas Sarkozy, ce ne sont pas quelques énergumènes qui prennent leurs compatriotes en otages, c'est le chef de l'Etat qui nous prend tous en otage. Attention à ne pas fonder trop d'espoirs sur 2012 qui pourrait n'être qu'une réplique de 2002. Jospin a échoué parce qu'il avait conduit des politiques anti-sociales. La question est celle de la redistribution de la richesse et il ne faut pas que les partis de gauche et les candidats qui les représentent transigent sur cette idée.

Michèle Ganem – Souhaite réagir au refus manifeste du gouvernement d'ouvrir un vrai débat sur les retraites. Entre aujourd'hui et 2012 il faut aller plus loin afin de faire entendre sa voix. Il faut s'indigner, se mobiliser ensemble, trouver d'autres moyens de faire circuler la parole pour faire avancer la réflexion collective. Dès la fin du débat sur les retraites le gouvernement va s'attaquer à d'autres sujets par exemple la dépendance.

Michel Issindou – 2012 n'est pas gagné d'avance. La victoire dépend de l'unité et de la pertinence de notre programme. Un slogan pourrait être "pour des riches un peu moins riches et des pauvres un peu moins pauvres". La redistribution est effectivement au coeur du problème. Le diagnostic établi, tout dépend ensuite de notre capacité de mobilisation. Les mouvements sociaux se poursuivront d'ici à 2012 et il reviendra à chacun de s'impliquer et de porter une parole alternative à celle du pouvoir en place.

Christian Mopin – Il ne faut pas oublier non plus que le bilan de 2002 c'est aussi les comptes de la sécu à l'équilibre. Concernant 2012, un travail de clarification et de proposition concrète est nécessaire pour pouvoir remporter les élections.

Michel Issindou – il est effectivement plus facile de dire ce qu'on ne veut pas que ce qu'on veut. Spécialement dans un contexte marqué par une situation particulièrement délicate du point de vue des finances publiques. La dette est aujourd'hui le premier poste budgétaire devant l'éducation. Le surendettement pourrait menacer la position de notre pays sur les marchés financiers internationaux. Il faudra donc être réaliste, dire la vérité et adopter des mesures parfois difficiles.

Odile Luppi – évoque son travail personnel d'argumentation et de persuasion auprès de personnes acquies aux idées de Sarkozy ou sceptiques sur la capacité des socialistes à incarner une véritable alternance. Les socialistes devront donner un exemple fort de leur éthique (par exemple sur le cumul des mandats) et avoir un projet solide loin des promesses intenables et de la démagogie. Le PS doit être crédible et exemplaire.

II. Débat thématique – L'Afrique a t-elle besoin de nous ?

A. *Présentation introductive – Vincent Lepage*

Voir diaporama sur <http://issindou.unblog.fr/conseil-citoyen/>

B. *La françafrique – Thomas Borrel – Association Survie*

Voir diaporama sur <http://issindou.unblog.fr/conseil-citoyen/>

C. *Echange avec les membres du conseil*

Colette Jullien – L'exposé est intéressant en ce qu'il nous permet de voir les dessous de l'aide au développement. L'intervenant donne témoignage de son expérience associative en Afrique. Elle en retire la conviction qu'il ne suffit pas de verser de l'argent, il faut comprendre comment les communautés africaines fonctionnent. L'assistance est en réalité un processus d'enrichissement mutuel.

Alain Crémillieux - Evoque son expérience d'ancien coopérant au Cameroun et de président d'Eybens – Cameroun. Il faut que l'assistance provienne d'une demande des africains sinon elle reste sans effet véritable sur le développement. Exemple : dans le cas d'équipements technologiques (production d'eau ou d'électricité par exemple), il n'y a pas de maintenance si les populations n'ont pas exprimé le souhait de leur implantation. Il faut dialoguer directement avec les populations et court-circuiter les pouvoirs publics et les Etats en raison de l'omniprésence des détournements et de la corruption.

Carmen – Une remarque - il y a souvent confusion entre Organisations Internationales et ONG
Deux questions : Que sont devenus les milliards de Mobutu ? Qu'en est-il du financement de la campagne de Sarkozy par le Gabon ?
Un problème sur lequel il faut se pencher : celui des industriels qui profitent des armes et des armées pour piller les ressources.

Gérard Martin – Travaille dans l'organisation de l'éducation depuis une trentaine d'années, et est le fondateur d'une association qui a pour objectif la création d'une université en RDC. A contre-courant de ce qui a été dit jusqu'à présent l'intervenant s'interroge sur l'utilité de l'information diffusée en raison de son caractère manichéen et simpliste. La réalité est en fait beaucoup plus complexe. Il ne suffit pas de dénoncer quelques hommes de pouvoir pour améliorer la situation. Prenons l'exemple de la comparaison des taux d'alphabétisation en Afrique. On observe que les pays sous influence française ont les moins bonnes statistiques. Il faut donc incriminer l'idéologie élitiste que nous avons exporté en Afrique et qui est très destructrice. Le même constat peut être fait des anciennes colonies asiatiques. Voici un domaine dans lequel il est possible d'agir au niveau individuel et associatif. Une question à l'attention du député : quelle est son action parlementaire sur le thème du jour ?

Julie Thomasset – L'Afrique a t-elle besoin de nous ? Nous signifie t-il "français" , "européens" ? Quel être humain n'a pas besoin de l'autre pour vivre ? L'anniversaire des indépendances, récemment célébré, est une bonne chose pour mieux faire connaître et comprendre l'Afrique. Tous les événements informatifs, comme cet exposé, sont souhaitables.

Thomas Borrel – Quelques commentaires et éléments de réponse à ces différentes interventions.

- L'invitation des chefs d'Etat au 14 juillet est effectivement une tradition, mais les français

sont-ils d'accord pour inviter des criminels de guerre ? On est allé jusqu'à se poser la question pour Omar El Béchir, accusé de crimes de guerre par la CPI, pour un sommet des chefs d'Etat organisé par la France en Egypte. Les soldats qui ont défilé au 14 juillet ont bien souvent du sang de leurs peuples sur leurs bottes.

- En examinant dans le détail la coopération on observe qu'il existe des projets très positifs. Des progrès ont été réalisés dans la compréhension du mode de fonctionnement des populations africaines. Il faut toutefois se méfier du culturalisme, qui conduit à tout accepter (y compris l'inacceptable comme la violation des droits les plus essentiels) au prétexte des différences culturelles.
- Les milliards de Mobutu : aux dernières nouvelles, la Suisse cherchait à rendre cet argent à la RDC, qui n'aurait pas fait le nécessaire pour le récupérer. Le risque est que ces fonds profitent aux descendants du dictateur
- L'Afrique a-t-elle besoin de "nous" ? Le point de vue choisi est le peuple français. C'est sa responsabilité qui est étudiée par Survie. Dans certains domaines cette responsabilité est étendue à l'Europe : c'est aujourd'hui la banque centrale européenne qui contrôle la parité avec le franc CFA et ses décisions affectent donc directement les économies africaines.
- La haine de l'occident : la prise de conscience qui s'opère en Afrique et à laquelle les publications de Survie contribuent, est une bombe à retardement.
- A quoi sert la présentation dans une réunion comme celle d'aujourd'hui ? Les revendications qui ont été exprimées s'adressent en grande partie à nos députés et nos sénateurs. Elle a pour but de cerner les mécanismes de la francAfrique afin de déterminer comment agir pour les démonter. Le contrôle parlementaire devrait être beaucoup plus strict par exemple sur les opérations extérieures. Les membres de Survie sont convaincus qu'il ne faut pas se limiter à des projets associatifs mais il faut aussi instaurer un rapport de force avec le politique.
- L'argument de la complexité est trop souvent utilisé pour déresponsabiliser les citoyens en leur faisant croire qu'il faut laisser la question aux experts qui sont les seuls à pouvoir tout comprendre et tout cerner. Si l'information fournie dans l'exposé est parfois simplifiée en raison de contraintes de temps, les publications de Survie sont extrêmement documentées et inattaquables du point de vue de leurs références.
- Sur l'alphabétisation : "là où il y a un arbre et un tableau, il y a une classe". Ce sont les paroles de Thomas Sankara qui a fait beaucoup plus pour l'alphabétisation que n'importe quel autre leader africain.

Michel Issindou : en tant que membre de la commission des affaires sociales, je suis rarement concerné par les débats sur la politique étrangère et la défense. Mon action au plan local est sans doute plus probante : Gières a développé des échanges avec la Palestine, le Pérou. Les problèmes internationaux me préoccupent et notamment les inégalités à l'échelle de la Planète qui m'interpellent et me donnent envie de réagir.

Trente ans de carrière politique ont achevé de me convaincre du comportement problématique de l'Etat français en Afrique. Nous avons pillé les ressources de l'Afrique en graissant la patte à quelques dictateurs. L'échange est inégal et ne fournit pas au continent les moyens de son développement. Nous avons un devoir moral de sortir de la politique du domaine réservé particulièrement opaque et décidée à l'Elysée. Dernier exemple en date, la visite officielle de Khadafi reçu par Sarkozy. La politique de la gauche n'a certainement pas été exemplaire comme l'a d'ailleurs rappelé Thomas Borrel. Le développement de l'Afrique est dans l'intérêt de tous et nous devons sortir de la logique de conditionnalité. Si la gauche revient aux affaires, elle devra se montrer plus exemplaire sur ses relations avec l'Afrique.

Euphrasie Goungaye – S'agissant des crimes commis par les chefs d'Etats africains, le silence de la France est complice et il ne favorise pas la cause de l'Etat de droit et de la justice en Afrique.

Madeleine – Le continent africain n'appartient pas qu'aux africains. Il s'y trouve un grand nombre

de français parfois implantés depuis plusieurs décennies et amoureux de l'Afrique. Le développement de ce continent nous concerne tous.

Anne Burgagni - dans l'exemple du Burkina-Faso, avec l'exemple de l'assassinat de Thomas Sankara et son remplacement par un dictateur qui est aujourd'hui un pilier de la francophonie, quel sont exactement les intérêts de notre pays à maintenir au pouvoir un personnage de ce genre ? Allons nous perdre des approvisionnements stratégiques en matières premières ?

Jean Puygrenier - remerciements pour l'exposé qui est de très bonne qualité. Pour prolonger le débat, on peut regarder France 4 tous les dimanche soir avec des émissions consacrées à l'Afrique. Notre dette vis à vis de l'Afrique est colossale. Pendant les 2 guerres mondiales, les soldats africains sont venus se battre pour la France. Les tirailleurs sénégalais n'ont jamais eu le pécule qu'ont leur avait promis après la guerre. A la place l'armée française leur a tiré dessus. Les hommes de la Francophonie ne sont en définitive que les hommes chargés de maintenir l'Afrique sous la domination économique de la France et de l'Europe. Pour rétablir des relations d'égal à égal et d'entraide, c'est le capitalisme qu'il faut combattre.

Anonyme – pour compléter le propos de Thomas Borrel, il faut évoquer la question de la dévaluation du Franc CFA qui a été dramatique pour l'Afrique. Je veux rappeler ce que m'avait dit Jean-Pierre Luppi, ancien député de la 2ème circonscription aujourd'hui présent dans l'assemblée : à l'époque de Mitterrand, il était impossible de poser une question sur la politique africaine de la France.

Anonyme – L'endroit où les sénégalais ont été tués par l'armée française se situe au camp de Thiaroye dans la banlieue de Dakar à 500 mètres de l'endroit où j'ai grandi. Comment aider l'Afrique à se développer ? Pour des citoyens épris de justice comme nous le sommes aujourd'hui, il faut s'engager dans la remise en cause de l'échange inégal. Les pays riches fixent le prix des matières premières qu'ils achètent à l'Afrique ainsi que le prix des produits manufacturés qu'ils lui vendent. Malheureusement aucun pays riche ne renoncera à ce profit. Il faut donc aider l'Afrique à s'organiser pour faire valoir ses intérêts et développer sa propre industrie de transformation. Pour information, le musée dauphinois organise tout au long de l'année une exposition sur ce que l'Isère doit à l'Afrique

Anonyme - Merci au responsable de survie et au maire de Gières. Le statut d'étranger ne devrait pas être discriminant. L'histoire nous enseigne que plusieurs pays ont été construits par des immigrés et notamment les Etats-Unis. Les étrangers devraient être fiers de participer à la construction du pays dans lequel ils vivent. Pour leur rendre leur fierté, une autre lecture de l'histoire est nécessaire et Survie y contribue. En revanche le réseau consulaire français donne une très mauvaise image de la France à l'étranger. Je peux citer l'exemple de ma fille à laquelle on a refusé un visa alors qu'elle avait la nationalité française. Alors que nous étions en France il a fallu que nous allions la chercher sur place avec à la clef des dépenses considérables et une absence d'une semaine à l'école.

Jean-Pierre Luppi - Les questions africaines sont du domaine réservé du président de la République et c'est ce verrou qu'il faut faire sauter. En tant que député, j'avais organisé des petits-déjeuners avec les représentants de survie. Si la gauche revient au pouvoir, il faudra que l'APD passe sous le contrôle de l'Assemblée Nationale.

Conclusion de Thomas Borrel :

- Quand on parle d'africains, ce sont effectivement les gens qui vivent en Afrique et non exclusivement les populations noires. Cela englobe donc les français de souche qui vivent sur place.
- S'agissant de la captation des ressources : l'uranium du Niger c'est 1/3 de l'approvisionnement de nos centrales, le pétrole de l'Angola représente 20% de nos

- importations. Le problème des termes de l'échange est effectivement central.
- La valeur de l'information de survie dépend des responsables politiques susceptibles de la reprendre. L'écoute d'un député est donc importante. Au sein des groupes d'opposition il est toujours possible d'agir. Le contrôle parlementaire de l'APD est une piste d'action. Le PS devrait formuler des propositions concrètes à ce niveau. La levée du secret défense sur un certain nombre d'archives, en particulier celles du Rwanda doit être réclamée de même qu'un débat parlementaire sur le franc CFA.